

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 20/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GRANDE PAROISSE SA

16 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2024.05.R.19
Code AIOT : 0005800605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement GRANDE PAROISSE SA implanté 76480 Anneville-Ambourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le suivi de la gestion des dépôts de phosphogypse de l'agglomération rouennaise, ainsi que des lixiviats générés, de leur traitement et de leur rejet en Seine. A ce titre, les dépôts d'Anneville-Ambourville et de Saint Etienne du Rouvray, le site de Grand-Quevilly où transitent ces lixiviats et où sont rejetées les eaux traitées, ainsi que les canalisations reliant ces trois sites ont été inspectés dans la même journée. Les sites de Saint-Etienne-du-Rouvray et de Grand-Quevilly font l'objet de rapports distincts mais complémentaire à celui-ci. En particulier, les sujets du suivi de la radioactivité des lixiviats et des rejets en Seine sont abordés dans le rapport d'inspection du site de Grand-Quevilly.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDE PAROISSE SA
- 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005800605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt de phosphogypse d'Anneville-Ambourville à réceptionné jusqu'en 2004 du phosphogypse issu de la production d'acide phosphorique du site Grande-Paroisse de Grand-Quevilly. Environ 20 millions de m³ de phosphogypse sont stockés dans ce dépôt.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/07/1982, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Bassins de reprise des eaux décantées	Arrêté Préfectoral du 23/05/1990, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Etanchéité et drainage définitifs	Arrêté Préfectoral du 16/07/1982, article 2.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sécurité, prévention des incidents	Arrêté Préfectoral du 30/08/1984, article 5	Sans objet
5	Surveillance de la nappe	Arrêté Préfectoral du 16/07/1982, article 4	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles de l'eau	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est considéré par l'inspection comme un stockage de déchets non-dangereux. Celui-ci est donc soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/16.

De plus, l'exploitant:

- curera les drains du dépôt **avant le 30 juin 2024**;
- transmettra à l'inspection une interprétation des relevés de tassement des casiers du site, ainsi que les plans topographiques du site **avant le 31 juillet 2024**;
- réalisera un tri dans les alarmes à maintenir ou à désactiver **avant le 30 septembre 2024**.

A l'occasion de la remise d'un dossier de cessation d'activité, un arrêté préfectoral sera pris afin d'encadrer le réaménagement du site et son suivi au long terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/1982, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : [...] Est autorisée à constituer à Anneville-Ambourville dans les carrières du "Bois Delamare" un dépôt de phosphogypse répertorié sous le n° suivant de la nomenclature des installations classées : - I67 B: Autorisation (dépôt de phosphogypse - sous produit de la fabrication d'acide phosphorique).
Constats : Le dépôt de phosphogypse d'Anneville-Ambourville a réceptionné jusqu'en 2004 du phosphogypse issu de la production d'acide phosphorique du site Grande-Paroisse de Grand-Quevilly. Environ 20 millions de m ³ de phosphogypse sont stockés dans ce dépôt, et une couche de terre d'une dizaine de centimètre a été déposée en couverture afin de le végétaliser. Du phosphogypse est néanmoins visible en surface, particulièrement au niveau des pentes et des endroits où la terre a été retournée par des animaux. Actuellement, le site accueille une station de traitement des lixiviats (eaux ayant percolé à travers les casiers du dépôt) du site d'Anneville-Ambourville et du site de Saint-Etienne-du-Rouvray, ces derniers étant acheminés par canalisation. Les eaux traitées sont ensuite envoyées par canalisation sur le site de Grand-Quevilly où se situe le point de rejet dans la Seine. Les boues de la station de traitement sont déposées dans des casiers du site d'Anneville-Ambourville. Le rapport d'inspection du 12/07/2016 acte le classement du dépôt d'Anneville-Ambourville comme une installation de stockage de déchets non dangereux (rubrique n°2760-2 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement) exploitant des casiers mono-déchets (boues de la station d'épuration). Le site est considéré comme étant toujours en exploitation. À ce titre, l'installation est soumise à l'arrêté ministériel du 15/02/2016, dont les prescriptions relatives aux installations recevant des déchets à radioactivité naturelle renforcée. Le site est également réglementé par de nombreux arrêtés préfectoraux pris entre 1982 et 2010.

L'exploitant suit la stabilité des casiers de phosphogypse via la mesure des déplacements dans le temps de repères selon les trois axes de l'espace. L'exploitant a transmis par courrier du 16/05/24 et du 23/05/24 les mesures de tassement des casiers réalisées entre janvier 2014 et décembre 2024 et le relevé topographique du site.

Demande n° 1 : l'exploitant transmettra à l'inspection une interprétation des relevés de tassement des casiers du site **avant le 31 juillet 2024**.

Enfin, l'exploitant a indiqué avoir pour projet l'étanchéification de l'ensemble du dépôt afin d'interdire toute infiltration des eaux pluviales dans le dépôt lors de sa cessation d'activité.

Commentaire n° 1 : A l'occasion de la remise d'un dossier de cessation d'activité, un arrêté préfectoral cadre sera pris afin d'encadrer son réaménagement et son suivi au long terme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Bassins de reprise des eaux décantées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/1990, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité

Prescription contrôlée :

Les bassins de reprise seront construits en matériaux résistants aux produits stockés et au rayonnement solaire.

Toutes dispositions seront prises pour assurer l'étanchéité des bassins et éviter leur débordement.

Le bassin B de 3 000 m³ sera notamment équipé de :

- détecteurs de niveau haut et très haut,
- détecteurs de niveau bas et très bas,
- un indicateur de niveau relié en salle de contrôle avec alarme.

Constats :

L'inspection a constaté le bon état des bassins de reprise du site d'Anneville-Ambourville. L'exploitant a transmis par courrier électronique du 23/05 le suivi des réparations qui ont été réalisés sur les canaux où sont recueillis les lixiviats du dépôt.

Le niveau des bassins de reprise est reporté en salle de contrôle avec détection de niveaux bas, très bas, haut et très haut.

Les alarmes de niveau très bas, bas et très haut du bassin 3000B sont désactivées sur le poste de contrôle depuis le 10/04/2024. L'exploitant a indiqué que ce bassin est en travaux et que les alarmes n'ont pas été réactivées.

De plus, une alarme "sécurité shuntée" est active. L'exploitant a déclaré que cette alarme était un vestige et non représentative de l'état actuel du site.

Demande n° 2 : l'exploitant procèdera à l'activation ou la désactivation des alarmes suivant l'état réel des désordres **avant le 30 septembre 2024**.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Sécurité, prévention des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/1984, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Le dépôt en exploitation sera entièrement clôturé. Il sera établi des consignes de sécurité.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de désordre concernant la clôture du site. Des rondes sont régulièrement réalisés par un organisme de surveillance. Des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée de la station de traitement des lixiviats et des bassins de reprise, spécifiant entre autre les EPI à porter pour accéder à ces zones. Des bouées sont également disposés autour des bassins. Ce point n'amène pas de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etanchéité et drainage définitifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/1982, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Drainage
Prescription contrôlée : La membrane sera surmonté d'un réseau de drains placés de telle sorte qu'aucun point de stockage ne soit à plus de 25 m d'un drain. Ces drains [...] seront protégés par une enveloppe filtrante ou un filtre de sable destinés à éviter leur colmatage.
Constats : L'inspection a constaté un début de colmatage de l'ensemble des drains aux niveau des orifices, par formation d'un dépôt cristallin. L'écoulement des eaux de percolation à travers les drains demeure effective. Lors de la Commission Locale d'Information et de Suivi s'étant tenue le 21/05/2024, l'inspection a constaté qu'une partie des drains a été décroûtée, certains drains demeurant légèrement colmatés <u>Demande n° 4 :</u> L'exploitant réalisera un nettoyage des drains en vue d'éliminer le dépôt formé <u>avant le 15 septembre 2024.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/1982, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La qualité de la nappe d'eau souterraine sera surveillée durant l'exploitation du dépôt et cinq ans après l'arrêt de l'exploitation par un organisme dont le choix sera approuvé par l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant réalise une mesure trimestrielle de la qualité des eaux souterraines au droit de son site ainsi qu'au forage de Bardouville, avec un suivi des sulfates, phosphore, chlorures, fluorures et du cadmium. Les mesures sont renseignées dans GIDAF. L'inspection a consulté les mesures de la qualité des eaux souterraines réalisés en décembre 2019, décembre 2020, juin 2022 et mars 2024 par sondage, avec pour valeurs maximales sur l'ensemble des 8 puits et forages prélevés en mars 2024 (l'accès à un des forage n'ayant pas été autorisé par le propriétaire du terrain): <ul style="list-style-type: none">- Chlorures: 110 mg/L;- Sulfates: 510 mg/L ;- Phosphore: 10 mg/L ;- Cadmium: 0.99 µg/L ;- Fluorures: 1.4 mg/L. Celles-ci sont stables et n'appellent pas à une action corrective de l'exploitant. Il est à noter que pour le forage de Bardouville, ces paramètres respectent les limites de qualité des eaux brutes dédiés à la consommation humaine (annexe II de l'arrêté ministériel du 11/01/2007). L'exploitant a déclaré réaliser une mesure annuelle de l'activité radiologique des eaux souterraines. Durant la Commission Locale d'Information et de Suivi du 21/05, l'exploitant a déclaré être en cours de recherche d'un nouveau puits pour réaliser des prélèvements d'eaux souterraines en vu de remplacer celui dont l'accès est interdit par le propriétaire. L'exploitant a également transmis le 16/05/24 les mesures de quantification du 19/09/23 de radioisotopes de la chaîne de désintégration de l'uranium et du thorium dans les eaux souterraines avec accréditation COFRAC. Les valeurs d'activité mesurées sont de l'ordre de grandeur des limites de détection des méthodes utilisées. Ce point n'amène pas de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Station de traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : La station sera conçue, entretenue et exploitée de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, déversement de matière dangereuse ou insalubre, d'eaux polluées vers les égouts ou le milieu naturel, ou dispersion à l'atmosphère.
Constats : La station de traitement des lixiviats est située dans une rétention sans désordre apparent permettant de confiner les eaux ou les produits de traitement des eaux en cas de fuite. Les lixiviats sont répartis dans deux réacteurs afin d'être traités à la chaux (abaissement du pH) et au chlorure ferrique. Les eaux sont ensuite envoyées dans un flocculateur avec un polymère afin de capturer la matière en suspension avant d'être dirigées dans un décanteur en vue de séparer les eaux traitées des boues de décantation. L'exploitant a transmis le 23/05 par courrier électronique une extraction de sa GMAO planifiant le contrôle visuel d'intégrité de structure des bacs de la station. Ce point n'amène pas de commentaire de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite